

Unité départementale de l'Artois  
12, avenue de Paris  
62400 BETHUNE

Béthune, le 22/01/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/12/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **VANHEEDE ENVIRONNEMENT**

375 avenue de Sofia – 62138 BILLY-BERCLAU

Références : 238-2023

Code AIOT : 0007005009

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2023 dans l'établissement VANHEEDE FRANCE implanté 375 avenue de Sofia à BILLY-BERCLAU. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VANHEEDE ENVIRONNEMENT
- 375 avenue de Sofia – 62138 BILLY-BERCLAU
- Code AIOT dans GUN : 0007005009
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED

#### **Situation administrative**

La société VANHEEDE FRANCE a été autorisée à exploiter un centre de tri, de regroupement et de transit de déchets dangereux et non dangereux par arrêté préfectoral du 9 novembre 2011.

En 2022, la société VANHEEDE déposait une nouvelle demande d'autorisation pour l'exploitation d'une unité de transformation et de traitement de déchets non dangereux et non inertes (fabrication de CSR) ainsi que le traitement de biodéchets sur son site de BILLY-BERCLAU.

Par arrêté préfectoral du 11/07/2023, la société VANHEEDE ENVIRONNEMENT était autorisée :

- à exploiter un centre de tri, de regroupement et de transit de déchets dangereux et non dangereux,
- à produire 350 tonnes par jour de CSR (combustible solide de récupération) directement sur le site,
- à augmenter sa quantité de tri de déchets non dangereux (250 tonnes par jour au lieu de 140 tonnes)
- à traiter 150 tonnes par jour de biodéchets alimentaires non dangereux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale relative à la lutte contre les sites illégaux de gestion des déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE).

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera

proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats ne font pas l'objet de proposition de suites administratives.

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
PC1	Code de l'environnement, article R. 511-9		-
PC2	Code de l'environnement, article R.541-45		-
PC3	Code de l'environnement, article R. 541-43		-
PC4	Code de l'environnement, article R. 543-200-1		-

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune suite administrative n'est proposée sur la base des échanges et constats établis lors de cette visite menée par l'Inspection.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R. 511-9
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Classification de l'installation contrôlée
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Annexe 1 : Nomenclature et rubrique des installations classées pour la protection de l'environnement.
<b>Constats :</b> La société VANHEEDE ENVIRONNEMENT est soumise à déclaration pour la rubrique 2711 (Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques) de la nomenclature ICPE. Le volume susceptible d'être présent est de 150 m <sup>3</sup> . Les D3E (vu des piles, néons, téléviseurs, cafetière, câbles électriques...) sont stockés dans le bâtiment de stockage VES1 de déchets dangereux. Ils sont stockés dans des bacs différents selon le type de D3E. La quantité de D3E présente sur site est bien inférieure à 150 m <sup>3</sup> . Cette zone possède une rétention de 10 m <sup>3</sup> . Aucun traitement de D3E n'est réalisé sur le site. Les rubriques ICPE soumises à autorisation (3532, 3550, 2718, 2791) et à enregistrement (2714, 2716, 2783) restent inchangées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R.541-45
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – Utilisation de Trackdéchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
<b>Constats :</b> L'exploitant utilise depuis le mois d'avril de l'année 2022 l'application Trackdéchets, il a été en mesure de justifier l'ensemble des transactions qui nécessitaient une traçabilité via la consultation de son logiciel "AX". Aucun transfert de D3E vers l'étranger n'est réalisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Conformité des bordereaux de suivi de déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R. 541-43
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – Utilisation du Registre national
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :</p> <p>1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;</p> <p>2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;</p> <p>5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.</p> <p>À compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.</p> <p>Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent. Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense. La gestion du registre national des déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.</p>
<b>Constats :</b> <p>La société VANHEEDE FRANCE ne collecte en transit qu'une petite quantité de déchets des Équipements Électriques et Électroniques (DEEE) qui sont essentiellement composés de petits électroménagers.</p> <p>Le site ne traite aucun déchets POP.</p> <p>L'exploitant travaille avec des filières d'élimination adaptées aux caractères dangereux du déchet.</p> <p>Pour les déchets des Équipements Électriques et Électroniques (DEEE), la société VANHEEDE FRANCE ne réalise qu'une activité de transit. Les D3E sont envoyés chez la société LUMIVER à SECLIN pour traitement.</p> <p>L'ensemble des prestations d'enlèvement, de transports, de courtage, de regroupement et d'élimination sont répertoriées dans les récépissés de bons de suivi des déchets dangereux issus de l'application Trackdéchets.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 - Contrat avec un éco-organisme

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R. 543-200-1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Contractualisation avec un éco-organisme ou un système individuel agréé
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>I. – Au sens du présent article, on entend par :</p> <p>1° " Opérateur de transit " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, sans réaliser d'autre opération qu'une rupture de charge et un entreposage temporaire dans l'attente de la reprise de ces déchets et de leur évacuation vers une installation de gestion des déchets ;</p> <p>2° " Opérateur de regroupement " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, après avoir procédé à leur déconditionnement et reconditionnement pour constituer des lots de tailles plus importantes.</p> <p>II. – Pour l'application de l'article L. 541-10-20, un opérateur de gestion de déchets ne peut gérer des déchets d'équipements électriques et électroniques que s'il a conclu préalablement un contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets, soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé, soit, pour ce qui concerne un opérateur de collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat entrant dans le champ des deux alinéas précédents. Dans ce cas, l'opérateur de traitement fournit à l'opérateur de collecte, de transit ou de regroupement un document justificatif de l'existence et de l'adéquation du contrat.</p> <p>III. – Le contrat mentionné au II est conclu avec un éco-organisme agréé pour la catégorie de déchets concernés ou avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé pour les déchets issus de ses produits.</p> <p>IV. – Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement et de l'Industrie définit les dispositions et clauses minimales devant figurer dans les contrats et les documents justificatifs mentionnés au II.</p> <p>V. – Tout opérateur mentionné au II du présent article est tenu de présenter les contrats ou les documents justificatifs exigés à ce II, à la demande de tout inspecteur de l'environnement au sens du I de l'article L. 172-1.</p> <p>S'il est constaté qu'un opérateur mentionné au II gère des déchets sans disposer préalablement des contrats ou des justificatifs nécessaires, le préfet du département où exerce l'opérateur concerné l'avise des faits qui lui sont reprochés et de la sanction qu'il encourt. L'intéressé est mis à même de présenter ses observations, écrites ou orales, dans le délai d'un mois, le cas échéant, assisté d'un conseil ou représenté par un mandataire de son choix.</p> <p>Au terme de cette procédure, le préfet peut, par une décision motivée qui indique les voies et délais de recours, prononcer une amende administrative dont le montant tient compte de la gravité des manquements constatés et des avantages qui en sont retirés et qui ne peut excéder 750 € pour une personne physique et 3 750 € pour une personne morale par tonne de déchets d'équipements électriques et électroniques.</p> <p>La décision mentionne le délai et les modalités de paiement de l'amende. L'amende est recouvrée conformément aux dispositions du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant ne disposait pas du contrat liant la société LUMIVER à un éco-organisme.</p> <p>Par message électronique du 13/12/2023, l'exploitant nous fournissait l'attestation de contrat valable pour l'année 2023 relatif à la gestion des D3E entre la société LUMIVER et la société ECOLOGIC.</p> <p>Vu l'attestation de contrat valable pour l'année 2023 relatif à la gestion des D3E entre la société LUMIVER et la société ECOLOGIC.</p> <p>Cette attestation mentionne la liste des D3E que peut accepter la société LUMIVER pour les activités de collecte/regroupement/transit ou de dépollution/traitement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet